

Préface : l'environnement et le développement sont devenus indissociables

Autor(en): **Rahm, Werner**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **60 (2002)**

Heft 2: **Développement durable : réponses technologiques suisses aux besoins environnementaux des pays émergents**

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

PRÉFACE: L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT SONT DEVENUS INDISSOCIABLES *

Werner RAHM

Docteur en sciences économiques

Président de la SEES

w.rahm@swissonline.ch

Au nom de la Société d'études économiques et sociales, nous avons le plaisir d'ouvrir le premier colloque international consacrée au thème « Réponses technologiques suisses aux besoins environnementaux des pays émergents ». Nous sommes particulièrement heureux d'accueillir les participants dans le cadre prestigieux du Musée olympique de Lausanne, dans une région à l'environnement particulièrement bien sauvegardé !

Depuis le « Sommet de la Terre » de Rio de Janeiro en 1992, Gouvernements, organisations gouvernementales ou non-gouvernementales, appuyés par de nombreux représentants de milieux industriels, économiques et sociaux, se sont efforcés d'inscrire dans les faits l'idée d'un développement durable.

Les objectifs de Rio ont été approfondis et précisés dans des conférences ultérieures, à Copenhague en 1992, à Vienne en 1995, à Montréal en 1997, notamment en ce qui concerne les solutions à apporter au risque que constituent les émissions croissantes de gaz à effet de serre, en particulier le CO₂. Dans ce domaine, des dispositions encore plus strictes ont été adoptées dans les pays de l'Union européenne. Il nous faut mentionner tout spécialement l'accord réalisé à Kyoto en 1998 dans ce domaine.

Ces initiatives reflètent une prise de conscience mondiale de l'enjeu que représente la sauvegarde des ressources naturelles, notamment en limitant les gaspillages de ressources souvent difficilement renouvelables et les pollutions de tout genre de notre écosystème. Elles ont rendu l'environnement et le développement indissociables.

Pour beaucoup de gouvernements et de milieux économiques et politiques, cette volonté de prendre en compte la dimension écologique s'inscrit désormais non seulement dans les plans stratégiques, mais aussi dans l'activité opérationnelle journalière.

Peut-on considérer que les nouveaux paramètres liés à l'écologie sont une restriction, une contrainte de nature à entraver le développement économique, en mettant en

* Discours d'ouverture du colloque « *Swiss Environmental Solutions for Emerging Countries* », oct. 2001 (Traduction littérale : Solutions environnementales suisses en faveur des pays émergents.).

cause la capacité concurrentielle des entreprises et en provoquant des coûts additionnels insupportables dans un certain nombre de services publics tels que l'énergie et les transports ? Remarquons que l'argument consistant à « ne pas mettre en jeu la compétitivité de l'industrie et, par là, un certain nombre d'emplois » a été mis en avant par le gouvernement américain pour justifier la non-ratification du Protocole de Kyoto.

Peut-on, au contraire, considérer que ces nouvelles spécifications en matière de production industrielle ou agricole, par exemple, peuvent devenir un stimulant pour la créativité de tous, producteurs ou utilisateurs finaux ?

Réduire la consommation d'eau, d'énergie, de matériaux de conditionnement, de pesticides, d'engrais, optimiser les circuits logistiques, recycler l'eau, le verre, le papier, il y a une longue liste d'opportunités qui peuvent assurément améliorer la capacité concurrentielle et ouvrir de nouveaux débouchés auprès de consommateurs de plus en plus sensibilisés à l'écologie et à l'avenir de la planète. À cet égard, certains vont jusqu'à affirmer que les entreprises qui réussissent aujourd'hui sont celles allient sens des affaires et sensibilité à l'environnement.

Les participants et les orateurs du colloque viennent de nombreux pays, travaillant au sein d'organisations gouvernementales, d'industries, d'universités, d'organisations de recherches ou d'institutions financières. Presque tous les pays européens sont représentés, ainsi que de nombreux pays d'outre-mer : Brésil, Chine, Chili, Inde, Maroc, Arabie Saoudite, Colombie, Cameroun, Japon.

Nous sommes convaincus que le programme très complet du colloque apportera à tous les participants une occasion unique de discuter en profondeur les aspects-clés de la politique de l'environnement, les besoins des pays en développement ou en transition, les solutions que peuvent apporter un certain nombre de firmes suisses de pointe dans ce secteur et, finalement, d'aborder également la question cruciale du financement.

L'objectif commun d'un développement durable ne peut être réalisé qu'à travers un partenariat à long terme au profit de toutes les parties, y compris par une implication véritable des industries locales des pays tiers. Dans cette perspective, la présente conférence doit devenir une date significative dans la coopération entre l'industrie suisse et les industries des pays émergents.

Pour conclure, nous aimerions remercier les initiateurs de cette conférence, la firme Granit SA de Lausanne, les sponsors, les organisateurs de Colloquia Sàrl, ainsi que tous les orateurs. La Société d'études économiques et sociales que j'ai l'honneur de présider, a été fondée – et la *Revue économique et sociale* avec – il y a près de 60 ans avec le double objectif de stimuler le dialogue entre Université et l'industrie et de devenir ainsi un « *think-tank* » permettant une discussion ouverte des grands sujets d'actualité dans les domaines économiques, politiques et sociaux. Ce numéro n'échappe pas à sa mission.